

Convention collective départementale

IDCC : 749. – **BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
(MARTINIQUE)**

Ouvriers

(28 décembre 1973)

(Etendue par arrêté du 16 mars 1976,
Journal officiel du 5 mai 1976)

■ *Journal officiel* du 5 avril 2007

**Arrêté du 27 mars 2007 portant extension d'un accord conclu dans
le cadre de la convention collective des ouvriers du bâtiment et
des travaux publics du département de la Martinique (n° 749)**

NOR : SOCT0710896A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 16 mars 1976 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 6 mars 2006, portant extension de la convention collective des ouvriers du bâtiment et des travaux publics du département de la Martinique du 28 décembre 1973 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 31 octobre 2006, relatif aux salaires minima et à la prime de transport, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 25 février 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des ouvriers du bâtiment et des travaux publics du département de la Martinique du

28 décembre 1973, les dispositions de l'accord du 31 octobre 2006, relatif aux salaires minima et à la prime de transport, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 mars 2007.

Pour le ministre et par délégation :
Le chef du bureau
des relations collectives du travail,
G. GANTZER

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/4, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.